



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de  
conseillers en  
exercice : 33

**Séance du lundi 09 décembre 2019**

Extrait de la délibération affiché le **17 décembre 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, **le neuf décembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 02 décembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

### **Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Corinne **LEVILLAIN**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (présent à partir de la délibération n°182), Gérard **DELAHAYS**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE** (présente à partir de la délibération n°182), Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI** (présente à partir de la délibération n°182), Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

### **Excusés ayant donné pouvoir**

Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**  
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**  
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**  
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique **THINNES**  
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**  
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**

### **Excusés**

Emmanuel **DELINEAU**  
Frédéric **LE CAM**

### **Secrétaire de séance**

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du lundi 09 Décembre 2019

**2019.12/184**

### **RESSOURCES HUMAINES – REGLEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL – MISE EN PLACE DES 1607 HEURES – FIXATION – AUTORISATION.**

**Mme Patricia DUVAL, Adjointe au Maire** – Les règles relatives au temps de travail dans la fonction publique territoriale sont précisées par le décret n° 2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat, rendu applicable aux agents territoriaux par l'article 1er du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001.

L'article 1er du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 dispose que la durée du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine. Dans ce contexte, il appartenait à chaque collectivité de délibérer afin de fixer son temps de travail annuel ainsi que les modalités de gestion du temps de travail pour l'ensemble des effectifs.

C'est ainsi que depuis 2002, la Ville de Montivilliers a défini dans le cadre d'un protocole sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, son temps de travail annuel à 1558 heures et 20 minutes, et que plusieurs avenants ont par la suite été adoptés afin de tenir compte des sujétions applicables à certains services de nature à justifier une diminution du temps de travail qui leur était applicable.

En 2015, la Cour des Comptes ainsi que la commission des finances du Sénat ont dénoncé une durée du temps de travail des agents publics inférieure à celles des salariés du secteur privé, du fait de la persistance de nombreux régimes dérogatoires dans la fonction publique, créant de ce fait des disparités importantes entre les agents publics.

Par conséquent, par circulaire en date du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique, le ministre de la fonction publique a rappelé la nécessité pour les employeurs publics de respecter le cadre réglementaire applicable au temps de travail à savoir la réalisation effective de 1607 heures annuelles.

Il a ainsi été donné pour mission aux Chambres Régionales des Comptes de s'assurer du respect de ce point lors de leur contrôle auprès des collectivités territoriales.

C'est dans ce contexte, que la Ville de Montivilliers a été enjointe par la CRC lors de son contrôle effectué sur l'année 2018, dont le rapport a été communiqué au conseil municipale du 24 septembre 2019, de se mettre en conformité avec la réglementation et de passer son temps de travail annuel à 1607 heures.

Il convient de rappeler pour ce qui concerne la Ville de Montivilliers l'obligation de mettre en œuvre les remarques formulées par la Chambre Régionales des Comptes dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, conformément à l'article L.243-9 du code des juridictions financières.

Dans le même temps, la loi n° du 6 août 2019 sur la transformation de la fonction publique dispose dans son article 47 que les collectivités territoriales doivent délibérer au plus tard un an après le renouvellement de leurs assemblées délibérantes pour définir les règles relatives au temps de travail de leurs agents. Cette loi met ainsi fin aux différents régimes dérogatoires qui existaient.

C'est pourquoi il est proposé aujourd'hui de délibérer sur le règlement intérieur relatif à l'aménagement et la réduction du temps de travail pour fixer le temps de travail à la Ville de

Montivilliers à 1607 heures avec une date d'effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année 2020.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le budget de l'exercice 2019 ;

**VU** l'arrêté portant organisation générale des services et l'organigramme ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

**VU** la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**VU** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment son article 7-1 ;

**VU** la loi n° 2001-2 du 3 Janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et de la modernisation du recrutement dans la fonction publique territoriale ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale notamment son article 21,

**VU** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

**VU** la loi n° 2008-351 du 16 Avril 2008 relative à la journée de la solidarité,

**VU** la loi n° du 6 août 2019 sur la transformation de la fonction publique et notamment son article 47,

**VU** le décret n° 2000-815 du 25 Août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat,

**VU** le décret n° 2001-623 du 12 Juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 2004-1307 du 26 novembre 2004 modifiant le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,

**VU** le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux Indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

**VU** la circulaire NOR INT/B/02/00106/C du 7 mai 2008 relative à l'organisation de la journée de solidarité dans la fonction publique territoriale,

**VU** la circulaire du Ministère de la fonction publique, n° NOR MFPP1202031C du 18/01/2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011,

**VU** la circulaire du Ministère de la fonction publique, n° NOR RDFF1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique,

**VU** la délibération en date du 20 décembre 2001 instaurant fixant le temps de travail de la Ville de Montivilliers et ses délibérations modificatrices en date du 2 Novembre 2006, 21 Février 2011, 24 Janvier 2011 et du 12 Décembre 2011,

**VU** la délibération en date du 20 décembre 2001 confirmant les jours de congés supplémentaires existants antérieurement,

**VU** la délibération en date du 9 décembre 2004 fixant la journée de solidarité à la Ville de Montivilliers,

**VU** l'avis du Comité Technique du 2 Décembre 2019 ;

#### **CONSIDERANT**

- La nécessité de mise en conformité règlementaire du temps de travail mis en œuvre à la Ville de Montivilliers ;
- Que le temps de travail des trois versants de la fonction publique doit être identiques ;
- Qu'il revient à l'organe délibérant de fixer et d'organiser le temps de travail de ses agents dans le respect du cadre règlementaire ;
  - Que la Ville de Montivilliers disposer d'un délai d'un an pour mettre en œuvre les conclusions formulées la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport présenté en Conseil Municipal du 24 Septembre 2019 ;

**VU** le rapport de Mme l'Adjointe au Maire, chargée des ressources humaines, de la santé et de la sécurité au travail ;

**Après en avoir délibéré,**

#### **DECIDE**

- **De fixer le temps de travail applicable au sein de la Ville de Montivilliers à 1607 h,**
- **D'adopter le règlement ARTT qui prévoit l'organisation du temps de travail au sein de la Ville de Montivilliers,**

**ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.**

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***